

LA NEWSLETTER D'ASF FRANCE

Votre rendez-vous trimestriel avec Avocats Sans Frontières France

FOCUS SUR...

LES NOUVEAUX AXES D'INTERVENTION D'ASF FRANCE

Depuis 25 ans, Avocats Sans Frontières France est engagée dans la défense de l'Etat de droit et des droits humains partout dans le monde. L'accès à une justice équitable, la lutte contre l'impunité, contre la peine de mort, contre la torture, sont au cœur de son action depuis les premières années. Toutefois, de **nouveaux axes** d'intervention comme le **genre**, **l'environnement**, le **handicap**, la **liberté d'expression** et le **numérique**, prennent une place de plus en plus importante.

1 LE GENRE : THÉMATIQUE TRANSVERSALE

ASF France a mené des projets pour **lutter contre les violences basées sur le genre (VBG)** au Cambodge, au Mali et en Guinée. Le projet **REPCOS**, au Cameroun, a permis de mener des activités d'assistance légale, de plaider et de sensibilisation en 2023. De manière plus générale, où que se situent les bénéficiaires, les droits des femmes sont pris en compte. La thématique est transversale. Cadrant l'ensemble de l'action de l'association, une **Politique Égalité de Genre** garantit le respect du choix d'orientation et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

2 NOS ACTIONS POUR L'ENVIRONNEMENT

Justice pour les communautés touchées par la dégradation de leur environnement ! ASF France s'engage pour cette cause en menant des études, notamment sur l'exploitation minière en Guinée. Des actions sont entreprises sur la thématique de la responsabilité des entreprises internationales dans leurs chaînes d'approvisionnement, entre autres en Amazonie brésilienne.

3 INCLUSION DES PERSONNES HANDICAPÉES

Dans le cadre du **projet PARAJ**, ASF France a mené une étude sur l'accès au droit des personnes en situation de handicap en Guinée. En France, notre organisme de formation prend en compte les besoins spécifiques des personnes handicapées grâce à un référent handicap, un questionnaire dès la préinscription et un livret d'accueil.

4 LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DROITS NUMÉRIQUES

ASF France franchit de nouvelles étapes en abordant deux thématiques cruciales jusqu'ici inexplorées. À travers le **projet IMPACT**, en Guinée et en Côte d'Ivoire depuis 2022, la liberté d'expression est mise en avant par l'analyse du rôle des médias dans les conflits et la lutte contre les discours haineux et la désinformation. Parallèlement, le **projet e-RIGHTS** au Nigeria s'engage à préserver les droits numériques, répondant ainsi aux besoins des jeunes, journalistes, activistes et citoyens. Ainsi, ASFF mène des activités pertinentes et essentielles dans ces deux domaines clés, à savoir la **promotion de la liberté d'expression** et la **protection des droits numériques**. Ces efforts impliquent des acteurs et des autorités locales puissants, reflétant l'engagement d'ASFF sur des thématiques émergentes.





BLAITHIN QUIGLEY
CHEFFE DE PROJET SAMOS LEGAL CENTRE
REPRÉSENTANTE PAYS ASF FRANCE EN GRÈCE



ELLA DODD
COORDINATRICE DE L'ONG "I HAVE RIGHTS"

SAMOS : AU CŒUR DES ENJEUX DE L'IMMIGRATION

Entre mai et juillet, l'île de Samos et le travail de l'équipe d'ASF France ont été significativement affectés par le contexte politique en Grèce. En mai, avant les élections législatives nationales, une augmentation importante du nombre de bateaux de garde-côtes a été constatée dans les ports de l'île, et le nombre de demandeurs d'asile parvenant à arriver et à éviter d'être "repoussés" en Turquie a atteint un niveau historiquement bas. Le 14 juin, une semaine avant le second tour des élections, un naufrage dévastateur s'est produit à Pylos, au large de la côte ouest de la Grèce. Un bateau transportant entre 400 et 700 migrants a chaviré et coulé. Les autorités grecques avaient alors confirmé 78 décès et seulement 104 survivants. L'attention des médias internationaux s'est concentrée et s'est maintenue sur la Grèce et son implication présumée dans la tragédie tout au long des semaines qui ont suivi. De nombreux survivants ont déclaré que les tentatives des garde-côtes grecs pour remorquer le navire avaient finalement provoqué le naufrage. En juillet, alors qu'un nombre croissant de demandeurs d'asile parvenaient à arriver et à enregistrer leurs demandes d'asile sur les îles frontalières comme Samos, des organisations ont émis l'hypothèse que la diminution des refoulements était une tentative potentielle de la Grèce de faire preuve d'une approche plus douce, même temporairement.

GRÈCE : ENTRE GESTES HUMANITAIRES ET RÉALITÉ AUX FRONTIÈRES

Les médias internationaux ont accordé une attention accrue à la Grèce et à son approche du contrôle des frontières et de la violence potentielle aux frontières. Nous avons observé un changement dans les pratiques de l'État à l'égard des personnes qui traversent les frontières pour demander l'asile, avec un nombre croissant de sauvetages en mer très photographiés qui sont diffusés dans les communications de l'État et les médias locaux. Nous percevons cela comme un effort de la part de l'État grec pour se requalifier en tant qu'acteur humanitaire. Malgré cela, il est important de souligner que les acteurs étatiques continuent de repousser illégalement et violemment les frontières terrestres et maritimes de la Grèce. Pour les acteurs juridiques de Samos, qui font face au taux le plus élevé d'arrivées sur l'île depuis trois ans, le défi de garantir une capacité suffisante pour répondre aux besoins juridiques des arrivants est important. Avec seulement deux organisations d'aide juridique à l'asile sur l'île, I HAVE RIGHTS et ASF France, assurer l'accès à l'aide juridique reste essentiel tout en donnant la priorité à la surveillance des violations des droits humains.

Envie d'en savoir plus ?
Inscrivez-vous à la Newsletter
de Samos ou suivez-nous sur :

 **Facebook**  **Instagram**





QUITTERIE PINTON

COORDINATRICE JURIDIQUE DU "HUMAN RIGHTS LEGAL PROJECT"

PROTÉGER LES DROITS DE L'HOMME AU-DELÀ DE L'ASILE



Le travail du Human Rights Legal Project se concentre sur la remise en question des violations systémiques et individuelles des droits humains qui se situent en dehors de la procédure d'asile. Au cours des derniers mois, nous avons constaté une augmentation du nombre de demandeurs d'asile qui sont ciblés par les autorités grecques en tant que "conducteurs de bateaux" et qui sont accusés d'infractions fédérales telles que l'aide à l'entrée illégale sur le territoire. Notre organisation est unique car elle se concentre sur la fourniture d'une aide juridique gratuite dans de tels cas, afin de soutenir les personnes déplacées qui font face à ces accusations. Les affaires que nous traitons concernent principalement la criminalisation des demandeurs d'asile, les refoulements, la détention arbitraire et le refus d'accès aux soins de santé. Avec l'augmentation de la criminalisation des humanitaires le long des frontières de l'UE, en particulier les cas très médiatisés en Grèce, nous fournissons un mécanisme de solidarité entre les travailleurs humanitaires, les migrants et les réfugiés, qui sont ciblés par les autorités.



NOS PARTENAIRES À NOS CÔTÉS !

Merci aux **Barreaux** et au **Conseil National des Barreaux (CNB)** pour leur soutien. Ils sont déjà plus de 40 à nous avoir versé une subvention ou une cotisation d'adhésion !



Nous remercions **LexisNexis France** de contribuer chaque année à notre visibilité en facilitant notre présence dans leur annuaire **LEGS ET DONATIONS** !



Nous remercions également la **mairie de Toulouse** pour le renouvellement de sa subvention annuelle !



Besoin d'information sur les différentes modalités de partenariat avec ASF France ?

Contactez **Matthias COUGNAUD** au 05 34 31 17 83 ou à developpement@avoca-tssansfrontieres-france.org.



**GUINÉE
CÔTE D'IVOIRE**

PROJET IMPACT :

- [Formation sur les normes légales et déontologiques s'appliquant aux acteurs des médias en Guinée](#)
- [Formation sur le désordre informationnel et le monitoring des médias numériques](#)

GRÈCE

- [Appel à la fermeture du Centre Fermé à Accès Contrôlé \(CCAC\)](#)
- [Déclaration commune : fermeture du service d'asile grec](#)

ASFF

- [Rapport d'activité 2022](#)
- [Plan d'action 2023](#)

LES TEMPS FORTS DU TRIMESTRE

RightsCon : le sommet mondial sur les droits de l'homme à l'ère numérique

Du **05 au 08 juin 2023** au Costa Rica, **RightsCon** a entamé sa 12ème édition. ASF France y est intervenue dans le cadre de 2 sessions. **Angela Uwandu Uzoma**, représentante pays de ASF France au Nigeria, a exposé notre projet **E-RIGHTS**. **Mélanie Canovas** et notre partenaire **Danaïdes** ont présenté un outil contre la désinformation et la haine en ligne, développé dans le cadre du projet **IMPACT**.



Formation en gestion de projet avancée de l'équipe du siège

L'équipe du siège a conclu sa **formation en gestion de projet avancée** la semaine du **12 juin 2023**. Nous sommes ravis d'avoir reçu les badges numériques **HPass** pour attester des compétences acquises par nos membres ! Nous exprimons notre gratitude envers **Cooperation Concept**, en particulier envers **Bertrand Arribe**, qui a animé ces journées de formation. Nous tenons également à remercier **AgroParisTech** et **DevelopmentAid** pour leur précieuse contribution à cet événement.

Lutte contre la désinformation et discours de haine en Guinée & Côte d'Ivoire

6 juillet 2023 : le consortium **IMPACT** a officiellement lancé son **site internet** ! Dédié aux professionnels de la presse numérique et aux Organisations de la Société Civile en Guinée et en Côte d'Ivoire, il vise à **lutter contre la désinformation** et les **messages haineux** dans les médias numériques. La plateforme est alimentée en ressource de référence pour un public désireux de **s'informer et de se documenter pour une meilleure prévention des conflits**.



ÇA BOUGE CHEZ ASF FRANCE !

Au siège, nous remercions **Christophe VINCENT** et **Anda LECHINTAN** qui étaient respectivement chargé de projets et bénévole pour la prospection de financements. Au niveau de nos case workers, nous remercions **Anouck SOUBEYRAN** et **Anaïs TORRES**. Nous souhaitons la bienvenue à :

- **Bintou DIOP** et **Mercedes LONARDI**, cases workers à Samos,
- **Caroline GARCIA**, assistante légale et technique à Samos,
- **Simon GABRIEL OMADA**, chargé financier et administratif chez ASF France au Nigeria.

REJOIGNEZ-NOUS !



En adhérent, vous marquez votre engagement pour la défense des droits fondamentaux et vous agissez concrètement pour la défense des droits humains !

**J'ADHÈRE
À ASF FRANCE**